Questions et réponses sur les modifications apportées à l'*Education Act* (anciennement le projet de loi 27)

L'Alberta Teachers' Association appuie sans équivoque la protection des pratiques d'affirmation de genre pour tous les élèves et tous les membres du personnel, ainsi que le droit des élèves à s'auto-identifier en toute sécurité et en toute confidentialité en milieu scolaire.

1. La loi	<p>Quelles sont les modifications apportées à l'<i>Education Act</i> (anciennement le projet de loi 27)?</p> <p>À compter du 1^{er} septembre 2025, les modifications apportées à l'<i>Education Act</i> entreront en vigueur. Ces modifications exigeront :</p> <ul style="list-style-type: none">• la transmission d'avis aux parents et le consentement parental pour les élèves de moins de 16 ans afin qu'ils puissent utiliser les pronoms ou les noms de leur choix, et la transmission d'avis aux parents pour les élèves âgés de 16 et 17 ans.• la transmission d'avis aux parents et leur <i>consentement à l'inscription</i> pour les matières traitant principalement et explicitement de l'identité de genre, de l'orientation sexuelle ou de la sexualité humaine.• l'approbation du ministre pour les ressources d'apprentissage et d'enseignement qui traitent principalement et explicitement de l'identité de genre, de l'orientation sexuelle ou de la sexualité humaine. Cette exigence s'applique également aux ressources d'apprentissage et d'enseignement présentées par des tiers externes. <p>En quoi ces modifications touchent-elles ma classe?</p> <p>Le personnel enseignant devra confirmer que le consentement parental a été donné à l'école avant d'aborder des sujets concernant l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou la sexualité humaine. Il devra également s'assurer que les parents ont été avisés et ont donné leur consentement à l'utilisation de pronoms différents pour les élèves de moins de 16 ans. Ces exigences ajoutent des étapes administratives et peuvent limiter l'offre de soutien en temps opportun et l'enseignement inclusif.</p> <p>Agissez intelligemment et soyez au courant de vos obligations liées à l'emploi. Respectez la nouvelle loi, mais veillez également à ne pas l'appliquer de manière excessive. Si vous avez des questions, communiquez avec le secteur Emploi et bien-être (EB) au 1-800-232-7208.</p>
	<p>Les références fortuites à l'identité de genre, à l'orientation sexuelle ou à la sexualité humaine sont-elles prévues dans l'application de cette loi?</p> <p>Dans le contexte des modifications apportées à l'<i>Education Act</i>, les <i>références fortuites</i> sont de brèves mentions non planifiées de sujets, comme l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou la sexualité, qui surgissent naturellement pendant les leçons, mais qui ne constituent pas l'objet principal de l'enseignement. Elles <i>ne nécessitent pas</i> la transmission d'avis aux parents ou leur consentement en vertu de la loi. Les <i>références fortuites</i> sont des mentions rapides et pertinentes qui ne modifient pas l'objet principal de la leçon et, par conséquent, <i>ne nécessitent pas</i> la transmission préalable d'avis aux parents en vertu du projet de loi 27.</p> <p>Les <i>références fortuites</i> peuvent comprendre, sans s'y limiter, les exemples suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Cours de littérature : Un élève fait remarquer qu'un personnage d'un roman a deux pères. Si l'enseignant reconnaît ce fait sans amorcer de discussion plus large sur les familles 2ELGBTQIA+, cela est considéré comme une <i>référence fortuite</i>.

	<ul style="list-style-type: none"> • Cours sur la santé : Lors d'une discussion sur la puberté, un élève demande si la pilosité faciale se développe chez tous les garçons. L'enseignant mentionne brièvement que tous les garçons ne s'identifient pas au genre masculin ou ne subissent pas les mêmes changements. Si la remarque est brève et ne se transforme pas en leçon sur l'identité de genre, elle est <i>fortuite</i>. • Cours de sciences : Pendant qu'il enseignait la reproduction humaine, un élève demande si toutes les personnes ayant un utérus sont des femmes. L'enseignant répond brièvement en disant : « Toutes les personnes qui ont un utérus ne s'identifient pas au genre féminin », puis revient au contenu du cours de biologie sans donner plus de détails.
	<p>Les modifications apportées à l'<i>Education Act</i> s'appliquent-elles à l'orientation sexuelle?</p> <p>Non. Les modifications apportées à l'<i>Education Act</i> s'appliquent aux pronoms et au changement de nom dans le contexte de l'identité de genre et <i>ne s'appliquent pas</i> à l'orientation sexuelle, à la sexualité humaine ou à la diversité des relations. Elles s'appliquent uniquement aux lettres T ou Q dans l'acronyme 2ELGBTQIA+.</p>
<p>2. Les élèves et la salle de classe</p>	<p>Que dois-je faire si un élève me demande d'utiliser un autre nom ou d'autres pronoms?</p> <p>Si l'élève a moins de 16 ans, vous <i>ne devez pas utiliser</i> le nom ou les pronoms qu'il a choisis tant que vous n'avez pas obtenu le consentement écrit de ses parents. Essayez de lui expliquer que vous êtes <i>tenu par la loi d'en informer ses parents et d'obtenir d'abord leur autorisation</i>. Assurez-vous que l'élève se sent écouté et soutenu et suivez la procédure de votre école pour signaler le cas ou demander l'aide de l'administration ou d'un conseiller.</p> <p>Si l'élève est âgé de 16 ou 17 ans, vous êtes <i>tenu d'informer ses parents</i> s'il demande d'utiliser un autre nom ou d'autres pronoms pour le désigner, même s'il ne donne pas son consentement. Les modifications apportées à l'<i>Education Act</i> ne prévoient aucune option de ne pas en informer les parents.</p> <p>L'avis transmis aux parents et leur consentement pour le changement de nom ne sont requis que si le changement est rattaché à l'identité de genre de l'élève. Si un élève souhaite simplement utiliser une version abrégée de son nom ou prénom officiels (p. ex., <i>Lis</i> au lieu d'<i>Élisabeth</i>) ou un surnom sans rapport avec son identité de genre, le projet de loi 27 <i>n'exige pas</i> la transmission d'un avis aux parents ni leur consentement. Les pseudonymes ne déclenchent pas la règle de transmission d'avis aux parents.</p> <p>D'ici au 1^{er} septembre 2025, les conseils scolaires sont tenus d'élaborer de nouvelles politiques administratives liées aux modifications apportées à l'<i>Education Act</i>. Il est important que le personnel enseignant soit au courant de la politique pertinente du conseil scolaire (c'est-à-dire des procédures administratives). Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter votre leader scolaire.</p> <p>Si un élève demande un changement de nom ou de pronoms avant l'entrée en vigueur des modifications apportées à l'<i>Education Act</i> le 1^{er} septembre 2025, vous pouvez continuer à utiliser ce nom et ces pronoms. Vous pouvez également continuer à utiliser un langage d'affirmation de genre qui n'est pas binaire.</p>

Que dois-je faire si je pense que le respect de ces exigences peut causer un préjudice à un élève?

Les modifications apportées à l'*Education Act* obligent légalement le personnel enseignant à informer les parents ou à obtenir leur consentement pour tout changement de nom ou de pronoms fondé sur l'identité de genre d'un élève. Le personnel enseignant est également tenu par l'*Education Act*, la *Norme de qualité pour l'enseignement* (NQE) et les lois sur la protection de l'enfance d'assurer un milieu d'apprentissage sécuritaire et bienveillant à chaque élève.

Si le personnel enseignant estime que le respect des modifications apportées à l'*Education Act* peut causer un préjudice à un élève (p. ex., en lui causant une détresse émotionnelle, un rejet ou de mauvais traitements), il doit suivre les directives suivantes :

- *Ne pas agir seul.* Faites immédiatement appel à votre leader scolaire. Il doit vous guider dans les démarches à suivre et vous aider à évaluer la situation.
- *Consigner ses préoccupations de manière factuelle et professionnelle,* en mettant l'accent sur la sécurité et le bien-être de l'élève.
- Consulter les protocoles de sa division scolaire sur *l'obligation de signaler, la confidentialité des élèves et les obligations en matière de protection de l'enfance.*
- *Si vous avez des raisons de croire qu'un enfant court un danger,* vous êtes légalement tenu, en vertu de la *Child, Youth and Family Enhancement Act* de l'Alberta, de signaler ces préoccupations aux services à l'enfance et à la famille (*Children and Family Services*).

Si vous pensez que ces exigences pourraient causer un préjudice à un élève, parlez-en à votre leader scolaire. Par exemple, lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que la transmission d'un avis aux parents puisse causer un préjudice à l'élève, le conseil scolaire est tenu d'offrir des services de counselling ou d'autres formes de soutien *avant* d'aviser ses parents.

En tant que membre du personnel enseignant, vous avez l'obligation de respecter la loi et les politiques de votre division scolaire. Toutefois, si vous craignez que les exigences juridiques et les politiques liées à la nouvelle loi puissent avoir des répercussions négatives sur un élève, faites part de vos préoccupations à votre leader scolaire. Assurez-vous de documenter vos préoccupations.

Comment puis-je aiguiller un élève vers un service de soutien en matière de counselling?

Si l'élève peut avoir accès à un conseiller en orientation scolaire :

	<ol style="list-style-type: none"> 1. Aiguillez l'élève vers le conseiller en orientation scolaire. → <i>Utilisez la méthode d'aiguillage établie par votre école (p. ex., formulaire, courriel, portail).</i> Cela permet de s'assurer que l'élève bénéficie d'un soutien professionnel en temps opportun offert par une personne formée pour évaluer ses risques et son bien-être. 2. Informez-en votre leadeur scolaire. → <i>Faites-lui savoir qu'un aiguillage a été effectué.</i> Cela permet à la direction scolaire de rester informée des besoins de l'élève et assure une réponse coordonnée, surtout si des problèmes de sécurité surviennent. 3. Rassurez l'élève. → <i>Faites savoir à l'élève qu'il peut bénéficier d'un soutien confidentiel dans les limites légales.</i> Cela permet d'établir une relation de confiance et aide l'élève à se sentir en sécurité alors qu'il traverse une période difficile. 4. Documentez l'aiguillage. → <i>Consignez la date, la raison et la méthode d'aiguillage dans vos notes professionnelles.</i> Cela permet d'assurer la responsabilité et d'avoir un compte rendu des mesures prises en vertu du projet de loi 27 et des obligations de diligence. 5. Assurez un suivi discret. → <i>Communiquez avec le conseiller ou le leadeur scolaire pour confirmer les prochaines étapes, sans vous immiscer dans les détails de la séance.</i> Cela garantit que les besoins de l'élève sont pris en compte tout en respectant sa vie privée et les limites professionnelles. <p>Si aucun conseiller en orientation scolaire n'est disponible, les écoles peuvent aiguiller les élèves vers Counselling Alberta (www.counsellingalberta.com/).</p> <p>Vous pouvez communiquer avec Counselling Alberta de l'une ou l'autre des façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inscrivez-vous en ligne à tout moment en sélectionnant « Register for Counselling » sur la page d'accueil ou en vous rendant sur le site http://register.counsellingalberta.com pour avoir accès au formulaire d'inscription en ligne. • Inscrivez-vous par téléphone au 833-827-4230, du lundi au vendredi, de 9 h à 16 h. <p>Le personnel enseignant n'a pas besoin d'obtenir au préalable l'autorisation des parents ou des tuteurs pour aiguiller les élèves vers un service de soutien en matière de counselling. Cependant, les leadeurs scolaires doivent être informés, et la confidentialité et la sécurité des élèves doivent guider toutes les actions.</p>
	<p>Comment puis-je maintenir un environnement de salle de classe inclusif et d'affirmation de genre au vu de la nouvelle loi?</p> <p>Vous pouvez toujours favoriser une salle de classe accueillante, respectueuse et inclusive pour tous les élèves en mettant l'accent sur les valeurs universelles d'appartenance, de dignité et de sécurité, tout en respectant le cadre juridique des modifications apportées à l'<i>Education Act</i> :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisez un langage inclusif (p. ex., <i>tout le monde, les amis, vous/on, les élèves</i>). → Évitez les suppositions et assurez-vous que personne ne se sent exclu, sans avoir besoin d'en informer les parents. • Respectez les références fortuites. → Reconnaissez l'identité des élèves ou la diversité des structures familiales lorsqu'elles sont évoquées naturellement, sans en faire le sujet principal de l'enseignement. Reconnaissez et affirmez les familles de même genre/sexe. • Donnez l'exemple en respectant toutes les identités. → Donnez le ton en abordant le harcèlement, en utilisant un langage inclusif et en renforçant les normes de gentillesse et de sécurité dans la classe. • Affichez des repères visuels inclusifs. → Les affiches, les livres et les ressources pédagogiques qui reflètent la diversité (y compris les identités 2ELGBTQIA+) sont autorisés, à condition qu'ils ne soient pas utilisés pour un <i>enseignement explicite</i> nécessitant un consentement. Utilisez des éléments visuels représentant des espaces sécuritaires et prévoyez des espaces physiques conformes à la politique du conseil scolaire (p. ex., des toilettes neutres). • Orientez les élèves vers les conseillers en services de counselling. → Si un élève fait part de quelque chose de personnel, vous pouvez l'aider en lui offrant des services de counselling, même avant d'en informer ses parents, si vous avez des inquiétudes concernant sa sécurité.
	<p>La nouvelle loi s'applique-t-elle aux AGH et aux activités parascolaires des élèves?</p> <p>Oui, en partie. Même si le projet de loi 27 n'interdit pas les AGH (alliances gais-hétéros ou alliances de la diversité sexuelle et des genres), il s'applique à toutes les activités ou ressources pédagogiques liées aux AGH qui comportent un enseignement ou des présentations explicites sur l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou la sexualité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les discussions menées par les élèves et le soutien par les pairs dans le cadre des AGH peuvent se poursuivre. Ils sont protégés par la loi albertaine dans le cadre des droits des élèves à former des associations bénévoles. • Toutefois, si une AGH invite un conférencier ou utilise des ressources qui enseignent ou présentent explicitement l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou la sexualité, ces ressources pédagogiques doivent être : <ul style="list-style-type: none"> ○ approuvées au préalable par le ministre de l'Éducation; ○ fournies aux parents avec un préavis de 30 jours et accompagnées du consentement parental si l'activité est considérée comme étant de nature éducative. • Dans le cadre des AGH locales, le personnel enseignant peut toujours : <ul style="list-style-type: none"> ○ soutenir la formation et la supervision des AGH; ○ offrir un espace sécuritaire et inclusif où les élèves peuvent se rencontrer; ○ encourager le leadership des élèves tout en veillant à ce que les présentations ou ateliers officiels soient conformes à la politique en vigueur et approuvés par l'administration.
	<p>Que signifie pour les parents le fait de <i>consentir</i> à l'inscription pour les sujets concernant l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou la sexualité humaine?</p> <p>Lorsque le contenu présenté en classe traite principalement et explicitement de l'identité de genre, de l'orientation sexuelle ou de la sexualité humaine, les autorités scolaires doivent en aviser les parents au moins 30 jours civils à l'avance et leur offrir la possibilité d'<i>inscrire</i> ou non leur enfant à cette activité d'enseignement. Cela ne s'applique pas aux autres matières ni aux références fortuites à ces matières. Les autorités scolaires élaboreront des politiques relatives à la notification des parents concernant le consentement à l'inscription. Veuillez vous adresser à votre leader scolaire pour obtenir des précisions sur les politiques de votre division scolaire.</p>

	<p>Quelles autres ressources puis-je mentionner aux élèves qui ont besoin de soutien?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jeunesse, J'écoute (https://jeunessejecoute.ca/) • Skipping Stone (www.skippingstone.ca/) • Réseau AGH local ou centres de ressources du Rainbow Network • Ressources de SOGI 1 2 3 et de l'ARC Foundation (https://www.sogieducation.org/) • Ressources d'Égale (https://egale.ca/fr/accueil/) • Fyrefly Institute de l'Université de l'Alberta (www.ualberta.ca/en/fyrefly-institute/)
<p>3. Questions professionnelles</p>	<p>Puis-je utiliser mes propres pronoms et le nom que j'ai choisi?</p> <p>Les modifications s'appliquent uniquement à la notification et au consentement des parents concernant les noms et pronoms rattachés à l'identité de genre des élèves. L'<i>Education Act</i> ne prévoit aucune exigence concernant le partage des pronoms ou des noms que les membres du personnel souhaitent utiliser. Il est important de vérifier les politiques de votre division scolaire concernant les pronoms et les noms que vous souhaitez utiliser (p. ex., dans les signatures électroniques des employés).</p>
	<p>Dois-je respecter la loi? Que se passe-t-il si je ne le fais pas?</p> <p>Les exigences énoncées dans les modifications apportées à l'<i>Education Act</i> s'appliquent aux enseignants et aux leaders scolaires. Le non-respect de ces exigences peut entraîner des mesures disciplinaires, une plainte auprès de l'ATPC (Alberta Teaching Profession Commission) ou des doutes quant à la compétence de l'enseignant. Le personnel enseignant est tenu de se conformer à la loi, aux politiques de son employeur et au <i>Code de conduite professionnelle des enseignants et des leaders scolaires</i>. La compréhension et le respect des cadres juridiques et des politiques constituent l'une des compétences qui décrivent la NQE. Le personnel enseignant démontre qu'il a acquis cette compétence en étant conscient des exigences de la loi et en y répondant conformément à celles-ci, et en adoptant des pratiques conformes aux politiques et procédures de la division scolaire. Si votre leader scolaire vous donne des directives concernant l'interprétation ou la mise en œuvre de la loi, demandez-lui de vous les fournir par écrit. Si vous avez des questions, communiquez avec le secteur Emploi et bien-être au 1-800-232-7258.</p>
	<p>Les ressources et les ateliers de perfectionnement professionnel des enseignants sont-ils visés par le nouveau processus d'approbation?</p> <p>Les ressources et les ateliers de perfectionnement professionnel (PP) des enseignants <i>ne sont pas</i> visés par le nouveau processus d'approbation.</p> <p>Si vous souhaitez utiliser une ressource de PP ou du matériel provenant d'un atelier de PP dans votre classe avec vos élèves, cette ressource sera alors visée par le processus d'approbation, car elle sera considérée comme une ressource d'enseignement ou d'apprentissage.</p>
	<p>Où puis-je obtenir de l'aide ou signaler des problèmes?</p>

	Il existe différents mécanismes pour obtenir de l'aide ou signaler des problèmes. Communiquez avec le secteur Emploi et bien-être au 1-800-232-7258, afin qu'un membre du personnel puisse examiner les renseignements, y compris la politique du conseil scolaire, et vous proposer différentes options de suivi.
	<p>Que dois-je répondre aux parents qui me posent des questions à ce sujet?</p> <p>Vérifiez la politique du conseil scolaire sur la façon dont les préoccupations des parents doivent être traitées. Certains conseils scolaires ont des politiques qui précisent à qui les parents doivent s'adresser en premier lieu lorsqu'ils soulèvent des questions. Demandez aux parents de communiquer avec le leader scolaire s'ils posent des questions sur la politique du conseil et le respect des exigences de la loi. Si les parents ont des questions sur les modifications apportées à la loi, demandez-leur de consulter la fiche-conseils de questions et réponses du gouvernement.</p>
	<p>Que faire si j'ai des doutes quant à la conformité de la politique du conseil scolaire avec l'<i>Education Act</i>?</p> <p>Consultez la politique du conseil scolaire et les articles applicables de l'<i>Education Act</i>, les documents d'information à l'intention des parents et la fiche-conseils de questions et réponses du gouvernement. Communiquez avec le secteur Emploi et bien-être au 1-800-232-7258 pour obtenir du soutien. Si le conseil scolaire a une politique qui prévoit un processus pour répondre aux préoccupations, ou s'il a une politique générale concernant le signalement des préoccupations, cette politique doit être respectée. En l'absence de politique en la matière, faites part de vos préoccupations à votre direction d'école. Notez les parties précises de la politique et les articles de l'<i>Education Act</i> qui pourraient ne pas être conformes. Documentez vos préoccupations et les mesures que vous prenez pour y donner suite.</p>
4. Ressources	<p>Où puis-je trouver la liste des ressources d'enseignement que je peux utiliser?</p> <p>À compter d'août 2025, le ministère de l'Éducation de l'Alberta tiendra à jour une liste de ressources d'apprentissage et d'enseignement approuvées sur le nouveau site Web LearnAlberta. Cette liste sera mise à jour tous les trimestres.</p> <p>Demandez à votre conseil scolaire la liste des ressources d'apprentissage et d'enseignement approuvées, car certaines ressources déjà approuvées peuvent ne pas encore avoir été ajoutées à la liste affichée sur le nouveau site Web LearnAlberta.</p>
	<p>Que se passe-t-il si je souhaite utiliser une ressource qui ne figure pas sur la liste des ressources approuvées?</p> <p>Consultez d'abord votre conseil scolaire avant d'utiliser la ressource. Il se peut que la ressource ait déjà été approuvée, mais qu'elle n'ait pas encore été ajoutée à la liste de ressources approuvées affichée sur le nouveau site Web LearnAlberta. Si la ressource n'a pas été approuvée et doit l'être, votre conseil scolaire lancera le processus d'approbation pour cette ressource.</p>
	<p>Le site Web teachingsexualhealth.ca est-il une ressource approuvée?</p> <p>Teachingsexualhealth.ca est une ressource réputée de l'Alberta que de nombreux enseignants utilisent pour planifier leurs cours et leur enseignement. Le ministère de l'Éducation de l'Alberta a déclaré qu'il collaborait avec teachingsexualhealth.ca pour soumettre ces ressources au processus d'approbation. Cependant, à la date de rédaction du présent document, le ministère de l'Éducation de l'Alberta n'avait pas encore publié de liste de ressources approuvées. On ignore donc si ou quand ces ressources seront approuvées, ni sous quelle forme elles seront partagées.</p>
	<p>Que pourrait-il se passer si j'utilise (accidentellement) une ressource qui ne figure pas sur la liste des ressources approuvées?</p>

	<p>À compter du 1^{er} septembre 2025, l'approbation du ministre sera requise pour les ressources d'apprentissage et d'enseignement traitant principalement et explicitement de l'identité de genre, de l'orientation sexuelle ou de la sexualité humaine.</p> <p>Vérifiez la politique de votre conseil scolaire pour toute directive concernant l'examen du matériel pédagogique actuellement utilisé et la façon dont le processus d'approbation sera géré. Si une ressource que vous avez utilisée ne figure pas sur la liste approuvée, cessez immédiatement de l'utiliser. Notez quelle était la ressource, quand elle a été utilisée et les classes concernées. Communiquez avec le secteur Emploi et bien-être au 1-800-232-7258 pour obtenir du soutien. Les mesures de suivi peuvent également comprendre le fait d'informer votre leader scolaire et d'obtenir des directives de sa part sur les prochaines étapes.</p>
	<p>Que puis-je faire si mon leader scolaire me demande de retirer tout le matériel pédagogique inclusif?</p> <p>Demandez-lui de vous fournir cette directive par écrit, y compris les éléments particuliers qu'il vous demande de retirer et une justification de sa demande. Communiquez avec le secteur Emploi et bien-être au 1-800-232-7258 pour obtenir du soutien.</p>